

A LA UNE › DÉCRYPTAGES › SOCIÉTÉ

GRAND ECART

12 novembre 2026

Le grand paradoxe de l'islam politique : net recul au Moyen-Orient, pleine expansion en Europe

Du Caire à Téhéran, les enquêtes d'opinion montrent un rejet croissant de l'islam politique, nourri par l'échec des islamistes au pouvoir et par la libération de la parole sur les réseaux sociaux. En Europe, au contraire, l'islamisme progresse chez les jeunes et prospère sur l'aveuglement des responsables politiques. Michel Fayad et Razika Adnani analysent ce paradoxe, sans toujours partager le même diagnostic.

Michel Fayad et Razika Adnani

Ce qu'il faut en retenir :

- **Les opinions se sécularisent au Moyen-Orient** : en Égypte, 81 % des habitants souhaitent séparer religion et politique, contre un peu plus de 40 % en 2007. En Iran, seuls 13 % soutiennent encore la République islamique.

- **On rejette le clerc au pouvoir, pas la foi** : les femmes et les jeunes portent une « révolution silencieuse », amplifiée par les réseaux sociaux qui ont brisé le monopole des religieux sur la parole.
- **En Europe, la dynamique s'inverse** : selon l'Ifop, 42 % des musulmans de moins de 25 ans adhèrent à tout ou partie des positions islamistes. Là-bas l'islamisme est un bilan, ici il se présente comme une identité de résistance.
- **Un déficit de courage politique** : dépendance au Golfe, clientélisme, divisions entre gauche et droite et abandon de l'idée d'une réforme de l'islam laissent le champ libre aux courants les plus radicaux.

Atlantico : Dans ses travaux, le sociologue Mansoor Moaddel met en évidence une progression spectaculaire des aspirations à la laïcité politique et aux libertés individuelles en Égypte, en Iran, en Turquie, en Irak et en Arabie saoudite. Comment expliquer cette évolution ?

Michel Fayad : Les données de Mansoor Moaddel sont spectaculaires, et elles ne sont pas isolées. En Égypte, l'idée que le pays « se porterait mieux si religion et politique étaient séparées » est passée d'un peu plus de 40 % en 2007 à 81 % en 2020 ; en Arabie saoudite, la part de ceux qui jugent « très importante » l'application de la charia est tombée de 73 % à 35 % entre 2003 et 2011. En Turquie, l'institut KONDA voit la part des « pieux » reculer de 55 % à 46 % entre 2008 et 2025. En Iran, avant même la mort de Khamenei, les enquêtes en ligne anonymes de GAMAAN montraient qu'une majorité rejetait la théocratie ; en 2026, seuls 13 % choisissent encore la République islamique. L'islam politique a fabriqué son propre antidote. Dans l'opposition, une idéologie vit de promesses ; au pouvoir, elle est jugée sur pièces. Les Frères musulmans ont eu un an pour décevoir l'Égypte, les mollahs quarante-sept ans pour vider les mosquées en les transformant en tribunes de propagande. Mais ne confondons pas les opinions et les pouvoirs. En Turquie, la société se sécularise pendant que l'État s'islamise. En Égypte, c'est la dictature de Sissi qui tient le verrou.

Razika Adnani : Cette évolution est une réalité. Cependant, elle ne concerne pas uniquement les pays que vous avez cités, mais aussi d'autres pays à majorité musulmane. En Algérie, le chef d'un parti islamiste a publié un article dans lequel il critiquait la laïcité. Le nombre d'arabophones qui l'ont critiqué et ont défendu la laïcité est impressionnant, alors même que cette partie de la société est généralement la plus conservatrice. Beaucoup ont rappelé que la laïcité n'était pas opposée à la religion. Selon mes propres statistiques, cette proportion atteint environ 60 %, ce qui était inimaginable il y a quelques années.Certes, l'échec des islamistes extrémistes arrivés au

pouvoir dans certains pays musulmans à garantir aux citoyens les conditions économiques et sociales auxquelles ils aspiraient contribue à expliquer cette évolution. Le chaos créé par Daech, la misère provoquée par les talibans, le traitement inhumain des femmes et l'exécution de jeunes en Iran ont conduit les populations musulmanes à ne pas vouloir vivre de telles situations.

Cependant, le principal moteur de ce changement, ce sont les réseaux sociaux. Ce sont eux qui ont donné à la parole et à l'esprit critique, en ce qui concerne l'islam et le discours religieux islamique, une liberté sans précédent depuis la fin du XIIe siècle. La parole sur la société et la religion n'est plus le monopole des religieux, comme elle l'a été pendant des siècles.

En Égypte, en Turquie et ailleurs, les aspirations à l'autonomie individuelle, à l'égalité entre les sexes, à la liberté vestimentaire et à la séparation du religieux et du politique progressent. Assiste-t-on à une transformation profonde et durable du rapport à la religion, à l'autorité et à la liberté individuelle ?
Michel Fayad : La transformation est profonde, mais il faut être précis sur sa nature. Elle porte d'abord sur la place du religieux dans l'État, beaucoup moins sur la foi : l'Arab Barometer a même relevé un regain de religiosité personnelle chez les jeunes Arabes depuis 2019. On croit, mais on refuse que le clerc gouverne. Ce choix est personnel, non doctrinal, et c'est ce qui le rend à la fois admirable et fragile. Les jeunes femmes instruites en sont l'avant-garde. En Irak, la part de ceux qui jugent l'université plus importante pour les garçons est tombée de 29 % à 8 % en sept ans. En Iran, des millions de femmes sortent tête nue, malgré les exécutions. C'est bien une révolution silencieuse. Mais l'histoire de la région enseigne une chose : renverser un régime est relativement simple, empêcher qu'il soit remplacé par pire est autrement difficile. Les islamistes ont succédé à Kadhafi et à Assad.

Razika Adnani : En effet, beaucoup de jeunes et de femmes, mais aussi certains hommes, sont en train de provoquer une révolution, non seulement en Égypte et en Turquie, mais aussi dans d'autres pays musulmans. À l'ère d'Internet et de l'intelligence artificielle, les sociétés musulmanes changent et échappent ainsi au contrôle des conservateurs.

En Algérie, une femme a été élue présidente de l'Assemblée populaire nationale, des courses à pied mixtes s'organisent en pleine ville et une séance de yoga mixte a eu lieu, en juin dernier, au Jardin d'essai, à Alger. Au Maroc, une femme est non seulement à la tête du

gouvernement, mais défend aussi les femmes contre les intégristes. Ce sont autant de preuves de cette évolution. Le basculement a commencé avec l'ouverture des frontières virtuelles, même s'il ne faut pas sous-estimer les fondamentalistes et les islamistes, qui restent très actifs et utilisent eux aussi les réseaux sociaux. Ce qui est important aujourd'hui, c'est que des femmes et des hommes leur répondent. Ils n'ont plus le monopole de la parole.

Pourquoi l'Europe semble-t-elle parfois moins lucide face à l'islamisme que les sociétés du Moyen-Orient qui en ont fait l'expérience ?

Michel Fayad : Le paradoxe tient à l'expérience. Un Égyptien a vu Morsi gouverner, un Iranien vit sous les Gardiens de la révolution : pour eux, l'islamisme est un bilan. En Europe, il reste une abstraction, et toute critique est suspecte d'islamophobie. On a parlé de « radicalisation » sans jamais nommer l'idéologie qui la produit. S'y ajoutent une intégration en partie ratée, un clientélisme électoral qui va jusqu'à tolérer les consignes de vote religieuses, et l'argent du Golfe. Le rapport remis à l'exécutif français en mai 2025 décrit un islamisme « par le bas », qui avance par les associations, l'école, le sport et les municipalités, et voit dans la Belgique un carrefour européen de la mouvance frériste. Ses réseaux se nourrissent les uns les autres : les Frères musulmans, le Tabligh comme sas, le salafisme. Ce que le Liban a vécu sous une forme extrême, l'implantation patiente d'une idéologie étrangère dans une société pluraliste, la France le vit à un autre rythme, selon la même logique.

Razika Adnani : Vous parlez de l'expérience de l'islamisme extrémiste, qui veut appliquer dans la vie sociale, politique, économique et morale toutes les règles de la charia (droit musulman) telles qu'elles ont été mises en place au cours des premiers siècles de l'islam. Car les pays du Moyen-Orient n'ont pas renoncé à l'islamisme, c'est-à-dire à l'islam politique. Comme la majorité des pays musulmans, ils pratiquent toujours un islam qui est à la fois une religion et une politique, et cela depuis le VIIe siècle.
Au contraire, les résultats que l'Europe et la France ont obtenus dans le domaine de la lutte antiterroriste montrent une grande maîtrise de la situation. Le problème se pose sur le plan idéologique, c'est-à-dire sur celui du conservatisme et de l'extrémisme. La faiblesse de l'Europe, et de la France en particulier, tient en grande partie à des éléments internes dont les islamistes et les conservateurs profitent.

En premier lieu, les rivalités politico-médiatiques entre la gauche et la droite entraînent, en France, un recul de l'idée d'une réforme de l'islam, qui consiste à l'interroger pour le faire évoluer.

En second lieu, les concepts tels que l'islamisme et l'islamophobie. L'islamisme, tel qu'il est défini en France, désigne un islam politique qui serait un mouvement contemporain sans aucun lien avec l'islam. Ce n'est pas ce que pensent les populations musulmanes qui veulent séparer l'islam de la politique. L'islamophobie désigne la peur ou la haine de l'islam : elle concerne l'islam et non les musulmans.

Ces deux concepts ne permettent pas aux musulmans d'interroger leur religion ni de chercher des solutions aux problèmes qui se posent. Bien au contraire, ils font reculer l'idée d'une réforme de l'islam. C'est également en Occident, en France en particulier, qu'on a doté le voile de nouveaux arguments : ceux de la liberté et de l'égalité, comme je l'explique dans mon ouvrage *Sortir de l'islamisme*.

En mai 2017, le ministre émirati des Affaires étrangères, Abdullah bin Zayed Al Nahyan, mettait précisément en garde les Européens contre leur complaisance, leur politiquement correct et leur incapacité à prendre la mesure de la menace extrémiste. En avril 2024, il a repartagé sa déclaration. Pourquoi cet avertissement a-t-il été si peu entendu ?

Michel Fayad : D'abord parce que le messager dérangeait : les Émirats sont un État autoritaire en guerre contre les Frères musulmans, et beaucoup ont vu dans cet avertissement un règlement de comptes régional. Ensuite, et surtout, parce que l'entendre aurait obligé la France à regarder sa propre dépendance. Les pays arabes, pétromonarchies en tête, pèsent 43 % du chiffre d'affaires de son industrie d'armement ; l'Arabie saoudite et le Qatar financent depuis des décennies des réseaux wahhabites et fréristes sur son sol. On écoute mal un avertissement qui met en cause ses meilleurs clients. Le déficit de lucidité est réel. Europol a recensé 347 arrestations liées au djihadisme dans l'Union en 2025, et plus d'un quart des suspects dont l'âge est connu avaient 18 ans ou moins. On ne se radicalise plus à la mosquée salafiste, mais d'algorithme en algorithme.

Razika Adnani : Il s'agit plutôt d'un déficit de sagesse, de courage et de vision politique. L'Europe, tout comme la France, est divisée, comme je viens de le dire, entre la gauche et la droite, qui n'arrivent pas à se mettre d'accord, notamment sur l'islam, l'islam politique et l'extrémisme. Je rappelle seulement que les Émirats arabes unis pratiquent un islam politique, car ils mènent une politique au nom de

l'islam et pratiquent un islam qui régit l'État. L'islam politique ne se limite pas aux Frères musulmans, comme le prétendent les Émirats et certains en France.

Alors que des sociétés du Moyen-Orient semblent progressivement se détourner de l'islam politique, l'Europe pourrait-elle devenir l'un des principaux espaces de développement de ses courants les plus radicaux ?

Michel Fayad : C'est le risque majeur. L'Iran des mollahs peut mourir sous les bombes ; l'islamisme ne mourra pas avec lui. Il se déplacera. Au Moyen-Orient, le vide laissé par Téhéran profite déjà à l'islamisme sunnite : la Turquie d'Erdoğan, dont la Diyanet finance plus de 2 000 mosquées à l'étranger, jusqu'en Allemagne et en France ; la Syrie de Hayat Tahrir al-Cham ; les réseaux fréristes soutenus par le Qatar. En Europe, l'étude Ifop publiée en novembre 2025 révèle un gradient générationnel inverse de celui du Caire ou de Téhéran : 42 % des musulmans de moins de 25 ans adhèrent à tout ou partie des positions islamistes, 32 % se sentent proches des Frères musulmans. Ce ne sont pas des immigrés récents, mais des jeunes nés et socialisés en France. Là-bas, l'islamisme est le pouvoir et il déçoit ; ici, il se présente comme une identité de résistance qui n'a jamais eu à rendre de comptes. Rien n'est écrit. Mais il faudra nommer les choses, contrôler les financements étrangers, et écouter enfin nos compatriotes originaires de pays musulmans et attachés à la France : ils sont les premiers otages de cette idéologie.

Razika Adnani : L'islam ne se limite pas au Moyen-Orient, et il ne peut y avoir de changement dans l'islam au Moyen-Orient sans qu'il y en ait aussi au Maghreb et ailleurs, notamment à l'ère d'Internet et des réseaux sociaux. Dans vingt ans, les sociétés musulmanes ne se seront réellement détournées de l'islam politique que si la politique n'est plus exercée au nom de l'islam et si l'islam est uniquement une religion et non, en même temps, une politique. Interdire les Frères musulmans ne signe pas la fin de l'islam politique, contrairement à ce que beaucoup prétendent en France.

En France, comme je l'ai dit à plusieurs reprises, il y a un recul inquiétant de l'idée d'une réforme de l'islam. La voix des musulmans, de confession ou de culture, engagés dans ce projet se fait très rare, alors qu'elle est indispensable pour lutter contre le développement des réseaux radicaux et contre les tensions et les problèmes qui existent entre l'islam et la République.

Or, en France, la gauche et la droite refusent toutes deux d’entendre parler de réforme de l’islam. Je ne crois pas un instant que la solution consiste, comme le pense une grande partie des médias de droite, à dire aux musulmans de quitter l’islam, même si certains le font, et ils sont libres de le faire. La gauche et la droite présentent l’islam conservateur et fondamentaliste comme une fatalité, et c’est cela qui inquiète.

A PROPOS DES AUTEURS

Michel Fayad

Michel Fayad est un professionnel de l'énergie et de la finance; professeur de géopolitique à l'IFP EN; chercheur en diplomatie, administration publique et politique et ancien conseiller du ministre de l'économie et du commerce

---



Razika Adnani

Razika Adnani, membre du Conseil d'orientation de la Fondation de l'Islam de France, écrivaine, philosophe et islamologue, débute sa carrière en tant que professeur de philosophie. Elle publie en 2001 et 2003 deux précis de philosophie, El Kafi fi el Falsafa, sur l'art de disserter en philosophie suivis chacun d'un dictionnaire de philosophie. Ces ouvrages destinés aux lycéens sont des bestsellers.

En 2005, elle quitte l'enseignement pour se consacrer définitivement à la réflexion et à la recherche.

En 2011, elle publie un ouvrage en arabe intitulé Le blocage de la raison dans la pensée musulmane est-il bénéfique ou maléfique à l’islam. Paru chez Afrique Orient (Maroc), le livre connaît un vif succès dans tout le monde arabe et arabophone.

Razika Adnani publie en 2013 La nécessaire réconciliation (Dalimen, Alger), brillant essai sur la question de la violence, la relation à l’autre, à soi et la relation avec l’histoire. À partir de l’étude de la société algérienne, elle forge sa propre théorie de « la moralisation de la violence ». Cette œuvre décisive paraît à nouveau en 2014 chez UPblisher, sous forme numérique et imprimée, afin de la rendre accessible au plus grand nombre. Elle est désormais disponible dans le monde entier.

À partir de 2014, elle est appelée comme expert sur des sujets relatifs à l’Islam. Elle anime de 2014 à 2016 un cycle de conférences à l'Université Populaire de Caen sur le

thème « Penser l'islam » ; de 2015 à 2017, elle intervient lors du séminaire « Les nouveaux fondamentalistes » du Collège des Bernardins ; elle collabore avec le Ministère de la Justice dans le cadre de la formation des cadres qui prennent en charge des jeunes radicalisés ». En 2017, elle intègre la Fondation de l'islam de France.

En 2015, elle fonde, organise et anime les Journées Internationales de Philosophie d'Alger, évènement dont le succès est confirmé par une deuxième édition en 2017.

Elle est l’auteur de nombreux articles publiés par le journal algérien Liberté, Le Figaro ou L’Obs, et intervient fréquemment lors de conférences ou tables-rondes, tant en France qu’en Algérie.

Sa lucidité et son franc-parler font de Razika Adnani une philosophe ancrée dans son époque, un esprit libre, résolu et engagé.